

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Première session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 10–11 février 2014

RAPPORTS D'ÉVALUATION

**Point 5 de l'ordre du
jour**

Pour examen



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.1/2014/5-B
6 janvier 2014
ORIGINAL: ANGLAIS

RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DE L'IMPACT DES PROGRAMMES VIVRES POUR LA CRÉATION D'AVOIRS SUR LA RÉSILIENCE DES MOYENS D'EXISTENCE AU GUATEMALA (2003–2010)

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directrice, OEV*: Mme H. Wedgwood tél.: 066513-2030

Fonctionnaire principale chargée de l'évaluation, OEV: Mme J. Watts tél.: 066513-2319

Pour toute question relative à la disponibilité de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau de l'évaluation

RÉSUMÉ

La présente évaluation s'inscrit dans une série d'évaluations de l'impact des activités Vivres pour la création d'avoirs sur la résilience des moyens d'existence, et porte sur les résultats et l'impact des programmes Vivres pour la création d'avoirs mis en œuvre par le PAM au titre du programme de pays Guatemala 10092 (2003–2005) et de la composante concernant le Guatemala de l'intervention prolongée de secours et de redressement régionale 10444 (2007–2010). Les évaluateurs ont recensé les enseignements à tirer afin de renforcer cet impact et de faire en sorte que les activités Vivres pour la création d'avoirs soient élaborées compte tenu des directives énoncées dans le guide d'orientation correspondant du PAM (2011) et de sa politique en matière de réduction des risques de catastrophe.

Le Guatemala est un pays relativement stable, multiculturel et à revenu intermédiaire. Après 36 années de guerre civile, il demeure toutefois l'un des pays les plus pauvres de l'Amérique latine et des Caraïbes, et les inégalités y sont parmi les plus marquées au monde. Le taux de dénutrition chronique qui y est enregistré chez les enfants de moins de 5 ans dans les zones autochtones le place au huitième rang au niveau mondial. Le Guatemala est régulièrement frappé par des ouragans, des tremblements de terre, des inondations, des glissements de terrain et des épisodes de sécheresse, et il est très vulnérable face aux effets du changement climatique.

Le manque de données a limité l'évaluation de l'impact, mais l'analyse transversale comparative a fait ressortir ce qui suit:

- Quelque 90 000 personnes, dont 42 pour cent de femmes, ont bénéficié d'avantages à court terme qui ont permis d'améliorer la sécurité alimentaire.
- La majeure partie des avoirs construits concernait les ménages, et la plupart sont demeurés opérationnels. Le taux de durabilité des avoirs des ménages était supérieur à celui des avoirs communautaires.
- Des retombées positives ont été constatées au niveau des moyens d'existence et de l'état biophysique des terres. Les ménages participants ont également été nettement moins nombreux à être concernés par le phénomène de migration que les membres des groupes témoins.
- Aucune différence notable n'a été observée au niveau des scores de consommation alimentaire ou de la diversité alimentaire entre les membres des groupes participants et des groupes témoins.
- Les participants ont reçu une formation visant à améliorer la capacité organisationnelle et ont davantage participé aux organisations communautaires que les groupes témoins.

Le PAM a adapté certaines activités afin de faciliter la participation des femmes et, d'après les informations communiquées, leur autonomisation s'est accrue, même si 40 pour cent d'entre elles ont indiqué avoir dû réorganiser ou confier à d'autres la réalisation de leurs tâches quotidiennes pour pouvoir participer aux activités Vivres pour la création d'avoirs. Le

PAM n'a pas toujours atteint ses objectifs en ce qui concerne les fonctions de direction que devraient remplir les femmes dans les comités de distribution de vivres ou la proportion de femmes parmi les participants.

Les communautés ont été frappées par toute une série de catastrophes ces dernières années, et moins de 30 pour cent des bénéficiaires ont indiqué avoir vu leurs pertes réduites grâce aux activités Vivres pour la création d'avoires. D'après les auto-évaluations effectuées, la préparation aux catastrophes était nettement plus importante dans les ménages participants que dans les ménages témoins, mais les dirigeants locaux ont fait savoir que les communautés demeuraient vulnérables et étaient mal armées pour faire face à des catastrophes récurrentes.

La plupart des années, les projets ont connu des déficits budgétaires et des pénuries de produits de base. Les interventions ont été de courte durée et ont permis de créer toute une gamme d'avoires, nombre d'entre eux revêtant la forme de pratiques adoptées par les ménages, comme les jardins potagers familiaux et le compostage. Ces projets ont profité aux femmes, mais il faudrait une approche à plus grande échelle et plus complète pour réduire la vulnérabilité globale.

L'équipe d'évaluation a recommandé que le bureau de pays recadre ses programmes Vivres pour la création d'avoires afin de tenir compte de la réduction des risques de catastrophe et des interventions connexes; concentre ses efforts sur moins d'interventions dans moins de communautés; améliore le cadre dont il dispose pour traiter les questions relatives à l'égalité des sexes à la faveur d'activités Assistance alimentaire pour la création d'avoires; et élabore un système de suivi et d'évaluation plus robuste.

PROJET DE DÉCISION*

Le Conseil prend note du document intitulé "Rapport succinct de l'évaluation de l'impact des programmes Vivres pour la création d'avoires sur la résilience des moyens d'existence au Guatemala (2003–2010)" (WFP/EB.1/2014/5-B) et de la réponse de la direction publiée sous la cote WFP/EB.1/2014/5-B/Add.1, et invite le Secrétariat à continuer de donner suite aux recommandations qui y figurent, en tenant compte des questions soulevées par le Conseil au cours de ses débats.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

INTRODUCTION

Caractéristiques de l'évaluation

1. La présente évaluation a consisté à examiner l'impact des activités Vivres pour la création d'avoires (VCA) menées par le PAM au Guatemala pendant la période 2003-2010¹. Elle fait partie d'une série d'évaluations de l'impact, et visait à apprécier les résultats et l'impact des activités VCA sur la résilience des moyens d'existence, à déterminer les changements nécessaires pour obtenir de meilleurs résultats et à dégager des enseignements pour faire en sorte que ces activités soient conçues compte tenu des directives énoncées dans le guide d'orientation de 2011 que le PAM leur a consacré et de la politique en matière de réduction des risques de catastrophe². Les trois grandes questions suivantes ont été au cœur de la série d'évaluations:
 - Quelles ont été les répercussions positives et négatives des activités VCA sur les membres des ménages et des communautés qui y ont participé?
 - Quels ont été les facteurs majeurs ayant influé sur l'obtention des effets directs et des impacts?
 - Comment les activités VCA pourraient-elles être améliorées pour tenir compte des réponses aux deux premières questions?
2. L'évaluation a testé une théorie du changement selon laquelle des vivres ou des espèces sont fournis en contrepartie de la participation à la construction d'avoires ou à des formations, dans les buts suivants:
 - améliorer la sécurité alimentaire des ménages à court terme;
 - améliorer l'environnement biophysique, la production agricole et les options de subsistance à moyen terme; et
 - parvenir à améliorer durablement la résilience des moyens d'existence, en particulier l'aptitude à faire face aux crises, à plus long terme.
3. Les facteurs jugés nécessaires pour obtenir les changements ou les effets directs escomptés sont notamment les suivants:
 - la réalisation d'une analyse appropriée de la situation;
 - le choix d'activités VCA et d'avoires répondant aux normes de qualité établies;
 - la mise à disposition d'une assistance technique et d'autres capacités;
 - la disponibilité de vivres et d'articles non alimentaires;

¹ En 2013, le PAM a modifié le sens du sigle anglais *FFA*: celui-ci désignait auparavant les activités Vivres pour la création d'avoires (*food for assets*), mais signifie désormais "Assistance alimentaire pour la création d'avoires" (*food assistance for assets*) et englobe les activités Vivres, Espèces et Bons pour la création d'avoires et pour la formation. Toutefois, durant la période couverte par la présente évaluation, les activités considérées étaient exclusivement des activités Vivres pour la création d'avoires.

² Guide d'orientation du PAM relatif aux activités VCA (2011) et "Politique du PAM en matière de réduction et de gestion des risques de catastrophe" (WFP/EB.2/2011/4-A). Les activités évaluées avaient été conçues et lancées avant l'adoption du guide d'orientation et de la politique en matière de réduction des risques de catastrophe, mais elles poursuivaient des objectifs globalement semblables et, dans les termes de référence de l'évaluation, l'accent a été mis sur l'apprentissage.

- la fourniture d'intrants complémentaires par le PAM et d'autres acteurs; et
 - la prise en main des activités par les communautés ou les instances locales, et la mise en place de dispositifs adéquats pour l'entretien des avoirs.
4. Si l'évaluation est axée sur les ressources naturelles (sol, eau, terres agricoles et forêts), elle prend toutefois acte des contributions de l'infrastructure, notamment de desserte, à la résilience des moyens d'existence.
5. L'évaluation a été conduite par une équipe indépendante fin 2012 et début 2013, qui a fait appel à une méthode mixte pour la collecte et l'analyse des données, notamment:
- une enquête quantitative auprès de 1 201 ménages, dont 809 dans des communautés bénéficiaires et 392 dans des communautés non participantes, à des fins de comparaison;
 - une évaluation des avoirs techniques et biophysiques dans chaque communauté;
 - une évaluation qualitative des effets au niveau des ménages et des communautés; et
 - une analyse sociale et institutionnelle des réseaux et des liens à différents niveaux, en particulier celui des communautés.
6. Parmi les principaux obstacles rencontrés lors de l'évaluation figuraient: i) la grande dispersion des communautés bénéficiaires et les difficultés rencontrées pour accéder aux sites; ii) la diversité des zones de subsistance où les activités VCA étaient mises en œuvre; et iii) les problèmes relatifs aux données. Le manque de données de référence a limité la mesure dans laquelle l'évaluation a permis d'apprécier les changements imputables aux interventions. De nombreux avoirs appartenaient aux ménages, mais en l'absence d'information permettant de déterminer quels ménages bénéficiaient d'un appui, les évaluateurs ont dû se contenter des déclarations faites par les ménages eux-mêmes au cours de l'enquête menée auprès d'eux. Pour pallier cette difficulté, des données provenant de sources distinctes et reflétant diverses perspectives ont été triangulées, y compris en comparant les communautés ayant bénéficié de l'intervention et les autres ainsi que les ménages participants et les autres dans les communautés ayant bénéficié d'une intervention, en utilisant une théorie du changement pour tester les liens et les hypothèses.

Contexte

7. Le Guatemala est un pays multiculturel à revenu intermédiaire qui compte 14,7 millions d'habitants³. Après une guerre civile de 36 années qui a pris fin avec les Accords de paix de 1996, des progrès considérables ont été accomplis en matière de stabilité macroéconomique et démocratique; les institutions publiques sont désormais plus solides et la situation s'est améliorée dans les secteurs de la santé et de l'éducation.
8. Cependant, les inégalités et la pauvreté persistent, en particulier dans les zones rurales, où les disparités restent fortes⁴. Le produit intérieur brut par habitant s'établit à environ la moitié de la moyenne enregistrée pour l'Amérique latine et les Caraïbes⁴, et le Guatemala occupe le 131^{ème} rang sur 187 pays au classement de 2011 de l'indice de développement humain; les niveaux d'inégalité sont parmi les plus élevés au monde⁵ et un Guatémaltèque

³ Site Web du PAM – <http://www.wfp.org/countries/guatemala/overview> – consulté en septembre 2013.

⁴ Site Web de la Banque mondiale, consulté le 2 octobre 2012.

⁵ Rapport de 2012 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sur le développement humain.

sur dix risque de tomber dans l'extrême pauvreté. Les inégalités entre les sexes y sont les plus criantes pour toute l'Amérique latine⁶.

9. Plus de 50 pour cent des Guatémaltèques vivent dans la pauvreté, avec moins de 2 dollars É.-U. par jour⁷, et ce chiffre englobe plus de 90 pour cent de la population autochtone⁸; 15 pour cent vivent dans la misère, avec moins de 1 dollar par jour⁹. La population autochtone représente 55 pour cent des pauvres et 68 pour cent des miséreux⁹. Le taux d'analphabétisme est de 31,1 pour cent chez les femmes en général, et de 59 pour cent chez les femmes autochtones.
10. Dans les zones autochtones, le taux de dénutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans est de 69,5 pour cent¹⁰, soit le taux le plus élevé de la région et le huitième taux le plus élevé au monde. Les carences en fer concernent 26,3 pour cent des enfants de moins de 5 ans. Les groupes les plus vulnérables sont les femmes et les enfants autochtones qui vivent sur les hauts plateaux et dans le "couloir de la sécheresse", une zone semi-aride exposée à la sécheresse où les sols sont dégradés et les rendements agricoles bas.
11. Le Guatemala est régulièrement frappé par des ouragans, des tremblements de terre, des inondations, des glissements de terrain et des épisodes de sécheresse qui nuisent beaucoup à la productivité et aux moyens d'existence des ménages ainsi qu'à l'aptitude de ceux-ci à faire face aux chocs extérieurs. Le Guatemala est aussi très vulnérable face aux effets négatifs du changement climatique¹¹.

Description du programme

12. Le PAM travaille au Guatemala depuis 1970 et fournit une assistance aux agriculteurs et aux personnes vulnérables en milieu rural touchés par des crises et des catastrophes depuis le début des années 80. Entre 2003 et 2011, des activités VCA ont été mises en œuvre principalement dans le cadre de trois interventions prolongées de secours et de redressement (IPSR) régionales et de deux programmes de pays.
13. Globalement, les activités sélectionnées pour l'évaluation [le programme de pays 10092 (2003–2005)¹² et la composante "Guatemala" de l'IPSR régionale 10444 (2007–2010)] ont représenté 34,5 pour cent des interventions VCA et 38,2 pour cent des bénéficiaires au Guatemala pendant la période considérée. Elles ont aussi représenté environ 52 pour cent de la quantité totale des vivres distribués par le PAM dans le cadre de ses activités VCA au Guatemala.

⁶ Indice d'inégalités de genre 2013, PNUD, 2013, *L'Essor du Sud: le progrès humain dans un monde diversifié* (Rapport sur le développement humain 2013), New York.

⁷ Banque mondiale, 2009, *Guatemala Poverty Assessment, Good Performance at Low Levels*, rapport n° 43920-GT, p. ix, mars, Washington.

⁸ Agency for International Development (États-Unis) (USAID), site Web du Bureau pour l'Amérique latine et les Caraïbes, juillet 2011, extrait de "*USAID Country-Specific Information: Guatemala*".

⁹ Institut national des statistiques, 2006, *Enquête nationale sur les conditions de vie*, Guatemala.

¹⁰ Enquête nationale sur la santé maternelle et infantile de 2008–2009.

¹¹ Dispositif mondial de réduction des effets des catastrophes et de relèvement, *Climate Risk and Adaptation Country Profile: Guatemala*, avril 2011, Washington, Banque mondiale.

¹² En 2006, les activités VCA menées dans le cadre de l'activité 4 du programme de pays 10092 ont été annulées par manque de fonds.

14. Le montant total du budget approuvé pour l'IPSR était d'environ 53 millions de dollars, dont 67 pour cent ont été reçus. Le montant du budget approuvé pour le programme de pays était d'environ 21 millions de dollars, dont 70 pour cent ont été reçus. Les systèmes de financement prévus par le PAM pour les IPSR ne ventilent pas les ressources par activité, ce qui explique l'absence de données détaillées sur les dépenses au titre des activités VCA au Guatemala.
15. Environ 500 000 bénéficiaires ont été recensés pour le programme de pays, et 250 000 pour la composante "Guatemala" de l'IPSR. Comme le montre le tableau 1, le nombre de bénéficiaires des activités VCA a atteint au maximum 34 778 personnes en 2009 pour l'IPSR, et au minimum 2 224 personnes en 2005 pour le programme de pays. Environ 45 pour cent des bénéficiaires de l'IPSR et 22 pour cent des bénéficiaires du programme de pays étaient des femmes.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES DES ACTIVITÉS VCA						
	2003	2004	2005	2008	2009	2010
Activité 4 du programme de pays 10092	13 487	5 914	2 224			
IPSR régionale 10444, composante Guatemala				17 682	34 778	18 046

Source: rapports normalisés sur les projets du PAM.

16. La composante VCA du programme de pays ciblait les ménages vulnérables vivant sur des terres dégradées ou exposées à des conditions climatiques défavorables. Les rations familiales prévues répondaient à des normes de travail établies; la livraison était synchronisée avec l'avancement des travaux et devait coïncider d'assez près avec la période de déficit vivrier saisonnier. Les activités VCA de l'IPSR ont duré quatre mois; la plupart ont été mises en œuvre durant la période de soudure qui va d'avril à août. Les critères de sélection des ménages étaient notamment la perte de cultures, la dépendance vis-à-vis de l'agriculture de subsistance, la situation de ménage monoparental et la proportion de personnes vulnérables dans le ménage. Des stages de formation ont été assurés dans le cadre des deux projets: l'IPSR donnait la priorité aux interventions en cas de catastrophe et au renforcement des organisations communautaires; le programme de pays était axé sur l'entretien des avoirs et leur prise en main par les femmes¹³.

CONSTATATIONS

Durabilité et état de fonctionnement des avoirs

17. Le tableau 2 présente les types d'avoirs répertoriés et étudiés par l'équipe d'évaluation, y compris ceux concernant l'agriculture et la gestion des terres, la foresterie et l'agroforesterie, la gestion de l'eau et les infrastructures, notamment de desserte. La plupart des avoirs étaient destinés aux ménages, le compostage en tranchées et les potagers familiaux étant le plus souvent cités. Très peu d'avoirs communautaires avaient été construits. Dans l'ensemble, plus de 50 pour cent des avoirs avaient perduré. Les taux étaient plus bas pour la plantation d'arbres, les terrasses en gradins et les pépinières de multiplication; ils étaient nettement plus élevés (plus de 75 pour cent) dans le cas des avoirs des ménages par rapport à ceux des communautés.

¹³ Descriptifs de projet du PAM.

TABLEAU 2: TYPES D'AVOIRS ET DURABILITÉ ¹⁴				
Type d'avoirs	Propriété	Nombre indiqué	Nombre constaté	Avoirs durables (en pourcentage)
Potagers familiaux	Ménage	35	31	89
Systèmes d'agroforesterie/jardins d'arbres	Ménage	25	22	88
Compostage en tranchées	Ménage	38	33	87
Barrières non végétales	Ménage	14	12	86
Routes	Communauté	5	4	80
Barrières végétales	Ménage	21	16	76
Terrasses continues	Ménage	4	3	75
Fossés de drainage et d'infiltration	Ménage	22	16	73
Terrasses des ménages	Ménage	6	4	66
Foresterie/jardins d'arbres	Communauté	5	3	60
Amélioration de l'infrastructure agricole	Communauté	12	7	58
Sélection massale des céréales de base	Communauté	13	7	54
Murs de retenue	Communauté	4	2	50
Plantation d'arbres	Ménage	12	5	42
Pépinières de multiplication	Communauté	4	1	25
Terrasses en gradins	Communauté	-	3	-
Non-recours à l'agriculture sur brûlis	Communauté	-	16	12

¹⁴ Les terrasses en gradins sont composées de bandes quasi horizontales creusées dans une pente forte afin de réduire le ruissellement et de contrôler l'érosion des sols. Des barrières sont installées tout autour d'une terre agricole afin de réduire l'érosion due à l'eau et le ruissellement; certaines barrières sont constituées de végétaux, les autres de matériaux non végétaux, comme des pierres. On entend ici par infrastructure agricole améliorée le système dit "*patio hogar*", conçu pour appuyer la nutrition et la sécurité alimentaire des ménages. La sélection massale est une méthode de culture qui consiste à récolter séparément un grand nombre de plantes qui présentent certaines caractéristiques souhaitées. Les graines sont ensuite toutes mises en vrac; un échantillon est prélevé et utilisé comme semence pour la culture suivante, dans laquelle on sélectionnera les plantes présentant les caractéristiques recherchées une fois à maturité. Le procédé est répété pendant plusieurs cycles. On trouvera de plus amples informations à l'annexe D ("*Rapid Technical Reference and Toolkit for FFA*") du Manuel d'orientation du PAM pour les activités VCA de 2011 (en anglais uniquement).

18. Les données relatives à l'état de fonctionnement des avoirs ne sont pas concluantes: d'après les enquêtes menées auprès des ménages, les avoirs étaient opérationnels, mais l'évaluation de ces avoirs a fait apparaître qu'ils n'étaient pleinement opérationnels que dans 5 pour cent des communautés. La triangulation des données provenant de différentes sources a donné à penser que les infrastructures plus importantes, comme les murs de pierre et les terrasses, avaient une productivité plus élevée et un certain potentiel à long terme, mais elles étaient aussi plus difficiles à construire et à entretenir. Dans la logique de la priorité accordée aux avoirs des ménages, les personnes interrogées ont déclaré que les familles jouaient un rôle important dans l'entretien des avoirs; cet entretien n'était pas effectué dans moins de 7 pour cent des cas seulement. Il convient toutefois de garder à l'esprit lors de l'analyse de ces données les écarts observés entre les avoirs déclarés et ceux dont l'existence a bel et bien été constatée.

Environnement biophysique et productivité

19. La plupart des ménages interrogés ont signalé une amélioration de la conservation des sols, de la productivité agricole et de la couverture végétale (tableau 3). Les résultats montrent une association positive entre le nombre d'avoirs reçus et le pourcentage de ménages faisant état d'améliorations, ce qui donne à penser que les effets se cumulent. En moyenne, les ménages participants ont déclaré 2,27 avoirs, y compris ceux qu'ils avaient aidé à construire et ceux qui avaient été construits pour eux.

TABLEAU 3: EFFETS BIOPHYSIQUES INDIQUÉS PAR LES PERSONNES INTERROGÉES					
Avantage biophysique	Pourcentage de ménages ayant mentionné des avantages				
	Totalité	Un type d'avoirs	Deux types d'avoirs	Trois types d'avoirs	Quatre types d'avoirs
Réduction de la perte de sol	75,4	56,5	67,6	96,7	94,8
Amélioration de la production agricole	74,1	54,8	70,5	85,7	91,4
Augmentation de la couverture végétale	67,0	48,4	64,7	74,7	84,5
Augmentation du nombre d'arbres	48,2	37,1	40,7	60,4	72,4
Augmentation du nombre de produits tirés des arbres	36,7	35,5	29,5	46,2	53,4
Réduction des inondations	29,2	24,2	22,0	42,9	43,1
Accroissement de la quantité d'eau disponible	24,3	24,2	17,0	37,4	34,5

Sécurité alimentaire

20. Les effets sur la sécurité alimentaire ont été difficiles à apprécier en raison de l'absence de données de suivi, mais l'analyse comparative des participants, des non-participants et des personnes interrogées dans les communautés témoins a permis de constater qu'il y

avait peu ou pas de différence notable au niveau des scores de consommation alimentaire ou de la diversité alimentaire. Les scores de consommation alimentaire, relevés pendant la saison des récoltes, se situaient tous dans une fourchette acceptable, mais les régimes ne comportaient que 3 à 7 pour cent de légumes, de fruits et de protéines animales, dont des produits laitiers. Les scores de diversité alimentaire ne variaient pas entre les trois groupes interrogés, même si les bénéficiaires consommaient beaucoup plus de haricots que les personnes interrogées appartenant à des communautés non bénéficiaires.

21. Les potagers familiaux et le compostage étant les avoirs le plus souvent rencontrés, les bénéficiaires ont été plus nombreux que les membres de communautés témoins à déclarer consommer des légumes produits sur leurs propres terres. Les personnes interrogées dans les communautés témoins étaient nettement plus susceptibles d'avoir emprunté de la nourriture ou de s'être adressées à des amis ou à des parents pour en obtenir que les participants aux activités VCA. Cependant, plus de la moitié des ménages interrogés avaient indiqué ne pas avoir suffisamment de vivres ni de moyens pour en acheter au moment de l'enquête, qu'ils aient ou non participé au programme.
22. Aucune amélioration de l'indice global des stratégies de survie n'a été constatée en rapport avec la participation aux activités VCA (voir le tableau 4); en revanche, des différences ont été observées au niveau des stratégies de survie utilisées. Les ménages participants ont opté pour la consommation d'aliments moins prisés et moins coûteux, tandis que ceux du groupe témoin ont restreint la consommation des adultes pour permettre aux jeunes enfants de se nourrir. Il faut toutefois interpréter avec prudence ces résultats, car on manque de données sur les tendances de l'indice des stratégies de survie, et les scores ne reflètent pas les nombreux facteurs qui peuvent influencer sur les comportements.

TABLEAU 4: INDICE DES STRATÉGIES DE SURVIE		
Au cours des sept derniers jours, combien de fois votre ménage a-t-il dû:	Score: participants (moyenne)	Score: témoins (moyenne)
recourir à des aliments moins prisés ou moins coûteux?	4	3
emprunter de la nourriture ou demander de l'aide à un ami ou à un parent?	3	3
limiter la taille des portions au moment des repas?	2	2
restreindre la consommation des adultes pour permettre aux petits enfants de se nourrir?	4	5
réduire le nombre des repas pris dans une journée?	1	1
TOTAL, INDICE DES STRATÉGIES DE SURVIE	14	14

Moyens d'existence et migration

23. Des différences considérables ont été relevées au niveau des effets sur les moyens d'existence (voir le tableau 5), 77 pour cent des ménages participants ayant déclaré que ces moyens s'étaient améliorés ces dernières années, contre seulement 31 pour cent dans les groupes témoins. Plus de 95 pour cent des participants ont attribué ces améliorations à la participation aux activités VCA menées par le PAM, et 56,6 pour cent ont déclaré que les

avoirs créés avaient contribué à augmenter leurs revenus. Cependant, le petit écart de revenu mensuel constaté entre les participants et les groupes témoins n'était pas statistiquement significatif (à $P < 0,1$).

24. Bien que l'on n'ait constaté aucune différence significative au niveau de la proportion des ménages cultivant leur propre terre, les évaluateurs ont constaté que les taux de migration étaient nettement plus faibles chez les participants. Globalement, ces résultats permettent raisonnablement d'affirmer que les activités VCA ont eu un effet significatif sur les moyens d'existence des ménages participants.

TABLEAU 5: IMPACT SUR LES MOYENS D'EXISTENCE ET LA MIGRATION			
Impact	Participants	Témoins	Écart
Amélioration des moyens d'existence en général	76,9	31,4	$P < 0,01$
Ménage ayant un revenu mensuel supérieur à 500 quetzales	54,7	48,7	NS*
Ménage cultivant sa propre terre	72,6	74,7	NS*
Migration d'un membre du ménage au cours des 12 derniers mois	30,5	37,5	$P < 0,05$
Migration globale réduite au cours des 12 derniers mois	16,0	8,9	$P < 0,01$

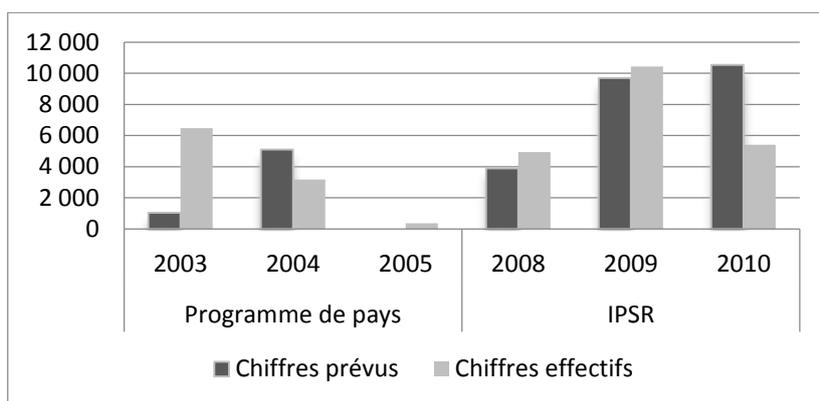
* Non statistiquement significatif.

25. Invariablement, les personnes interrogées ont été plus nombreuses dans les communautés bénéficiaires que dans les communautés témoins à déclarer avoir accès à des organisations communautaires et des associations d'agriculteurs, de jeunes ou de femmes: 46,5 pour cent des participants aux activités VCA ont indiqué participer à de telles organisations, contre 34,9 pour cent dans les groupes témoins ($P < 0,01$). L'écart était statistiquement significatif pour les femmes et pour les hommes pris séparément. Dans les communautés bénéficiaires, 32 pour cent des hommes et 36 pour cent des femmes ont indiqué avoir reçu une formation destinée à améliorer les capacités d'organisation et de gestion, contre 18 pour cent des hommes et 14 pour cent des femmes dans les communautés témoins.

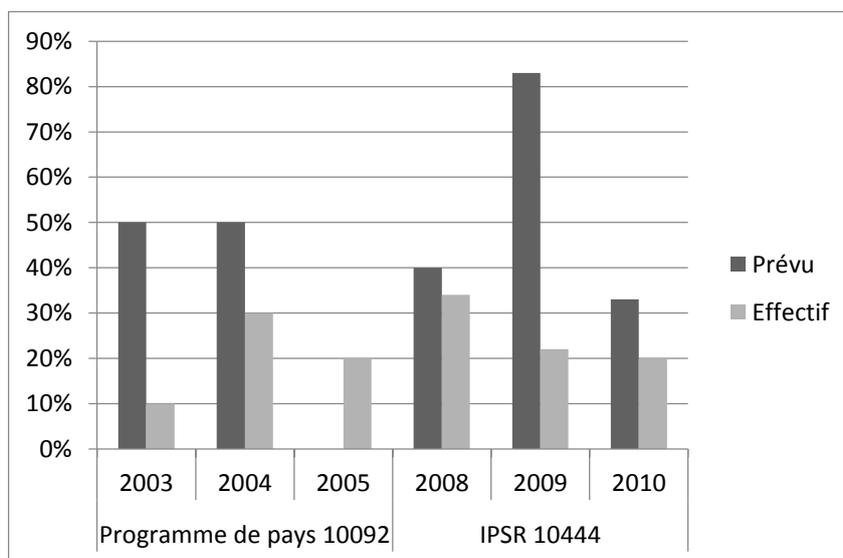
Participation et autonomisation des femmes

26. Lors de quatre des six années sur lesquelles a porté l'évaluation, les femmes ont été plus nombreuses que prévu à participer aux activités VCA (voir la figure 1). Toutefois, si l'on considère les six années dans leur ensemble, les femmes n'ont représenté en moyenne que 34 pour cent de la totalité des participants, alors que les prévisions s'établissaient à 42 pour cent. Le pourcentage de femmes participant aux projets du PAM a été plus élevé que prévu pendant deux années seulement au cours de la période évaluée¹⁵.

¹⁵ Tous les chiffres de ce paragraphe sont tirés des rapports normalisés sur les projets du PAM.

Figure 1: Nombre prévu de participantes par rapport au nombre effectif

27. Le bureau de pays avait prévu que les femmes occuperaient des postes de responsabilité dans les comités de distribution des vivres, mais les objectifs annuels dans ce domaine n'ont généralement pas été atteints (voir la figure 2). Néanmoins, le pourcentage de rations destinées aux ménages reçues par des femmes aux points de distribution a augmenté, pour atteindre 90 pour cent.

Figure 2: Femmes occupant des postes de responsabilité dans les comités de gestion des vivres, en chiffres prévus par rapport aux chiffres effectifs (en pourcentage)

Source: rapports normalisés sur les projets du PAM

28. La théorie du changement a envisagé toute une gamme d'effets sur les femmes et sur les filles, y compris des répercussions négatives. Par exemple, la participation à des travaux manuels lourds dans le cadre des activités VCA pouvait compromettre la santé des femmes enceintes ou des mères allaitantes, ce qui était susceptible d'avoir des répercussions sur les nourrissons et les enfants en bas âge. Le PAM a adapté ses programmes en conséquence. Toutefois, 40 pour cent des femmes ont indiqué avoir dû réorganiser leurs activités quotidiennes ou en confier la réalisation à d'autres membres du ménage pour pouvoir participer au programme VCA, contre 17 pour cent des hommes seulement.

29. Les participants aux activités lancées par le PAM ont été beaucoup plus nombreux que les membres des groupes témoins à estimer que l'autonomisation des femmes s'était accrue et que celles-ci jouaient un rôle plus important dans les affaires de la communauté, avaient

d'avantage accès au crédit et intervenaient davantage dans la prise de décision au niveau de la collectivité. Les notables et les représentantes des organisations de femmes dans les communautés bénéficiaires estimaient que cette participation accrue constituait l'effet direct et l'impact les plus importants des activités VCA. Dans les communautés témoins, les représentantes des organisations de femmes ont indiqué que leur participation aux affaires communautaires était limitée.

30. Il est ressorti de nombreuses discussions menées avec des groupes de concertation qu'un rôle plus actif des femmes était considéré comme un facteur essentiel eu égard à l'état nutritionnel de la famille. Les potagers familiaux, qui comptent parmi les avoirs le plus souvent créés, étaient bien ciblés sur les femmes, qui sont chargées du jardinage et de la production vivrière du ménage. Les femmes interrogées estimaient généralement que le fait de cultiver leurs propres légumes et fruits avait des effets directs et des impacts positifs.
31. Les hommes ont été plus nombreux que les femmes à déclarer participer aux travaux d'organisations communautaires (24 pour cent contre 8 pour cent), et aucune différence notable n'a été relevée entre les communautés bénéficiaires et les communautés témoins. Environ 18 pour cent des femmes dans l'ensemble des communautés ont indiqué participer à des organisations de femmes. Moins de 5 pour cent des personnes interrogées ont indiqué participer à des organisations agricoles, quel que soit le sexe ou le type de communauté.

Résilience

32. Les communautés bénéficiaires comme les communautés témoins ont déclaré devoir faire face à des aléas climatiques et à des catastrophes naturelles, les épisodes de sécheresse, le gel, les tremblements de terre et les ouragans étant le plus fréquemment cités. Entre 17 et 26 pour cent des participants ont indiqué que les interventions VCA avaient permis de réduire les pertes dues aux catastrophes.
33. Les évaluateurs ont constaté que, d'après les auto-évaluations, le taux de préparation aux catastrophes était nettement plus élevé chez les ménages participants (30,4 pour cent) que chez les ménages témoins (21,4 pour cent). Plus de 85 pour cent des personnes interrogées ont jugé très utile la formation reçue, qui portait sur la gestion technique des avoirs, la préparation aux catastrophes, l'alphabétisation et le développement général des capacités. Cependant, les participants et les groupes témoins ayant tous reçu une formation en matière de préparation aux catastrophes, une évaluation plus approfondie des effets de la formation relevant des activités VCA n'a pas été possible.
34. Il est donc remarquable que les notables et les responsables des organisations de femmes dans les communautés bénéficiaires et les communautés témoins aient tous déclaré ne pas se sentir préparés et manquer de ressources pour faire face aux problèmes que posent les catastrophes à répétition.

FACTEURS INFLUANT SUR L'IMPACT

Partenariats et alignement

35. Le Gouvernement guatémaltèque a été le principal partenaire du PAM pendant la période couverte par l'évaluation, et il a joué des rôles différents. Les activités VCA ont été mises en œuvre en collaboration avec le Fonds d'investissement social (*Fondo de Inversión Social*) dans le cadre du programme de pays, et avec le Ministère de l'agriculture dans celui de l'IPSR. Le Gouvernement était chargé d'assurer l'assistance technique, l'entreposage, la manutention et le transport jusqu'aux points de distribution. Sa fréquente incapacité à assumer ces responsabilités en raison de pénuries de ressources a entraîné des

retards et des pertes après livraison qui ont nui à l'efficacité et à l'efficacités. Sur une note plus positive, le travail du PAM auprès des organismes publics lui a permis d'influer sur la concertation sur les politiques en matière de sécurité alimentaire ainsi que de préparation et d'intervention en cas de catastrophe.

36. Une assistance technique adéquate a été jugée fondamentale pour créer avec succès des avoirs, ce qui nécessite des connaissances spécialisées dans les domaines de l'ingénierie et du développement agricole. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a été le principal partenaire du PAM au niveau des Nations Unies en ce qui concerne la fourniture d'une assistance technique et d'intrants agricoles dans le cadre de l'IPSR, le financement étant alloué par la Facilité alimentaire de l'Union européenne. Les personnes interrogées ont estimé que cette relation était fructueuse et bien institutionnalisée grâce à la complémentarité des rôles de chacun, la FAO apportant l'appui nécessaire à la conception technique des interventions fondées sur l'agriculture et à la production vivrière.
37. Afin de pallier le manque de ressources des organismes publics, le PAM a établi des liens avec les organisations non gouvernementales locales, chargées de l'exécution sur le terrain. Les administrations municipales sont également devenues des partenaires de plus en plus importants dans la droite ligne des efforts déployés par le Gouvernement pour renforcer les capacités au niveau municipal.

Ressources

38. Les deux programmes ont pâti d'un déficit de financement pendant la période évaluée; le budget initialement prévu n'était financé qu'à hauteur de 55 pour cent pour le programme de pays (en 2005) et de 71 pour cent pour l'IPSR (en 2010). Bien que les registres financiers institutionnels¹⁶ n'établissent pas de ventilation par activité, il est ressorti d'échanges avec le bureau de pays du PAM que les activités VCA relevant du Fonds d'investissement social avaient été suspendues en 2005, car elles étaient financées à hauteur de moins de 25 pour cent. Les déficits de financement et les incertitudes connexes ont réduit l'aptitude du bureau de pays et de ses partenaires à planifier, exécuter, assurer le suivi et contrôler les activités. Comme indiqué dans des rapports et lors d'entretiens, la mise en œuvre a souvent été retardée, et les rations n'étaient pas reçues en temps voulu, ne répondaient pas aux normes de qualité établies ou n'étaient pas dans l'état escompté. Les problèmes mentionnés le plus fréquemment par les personnes interrogées étaient le caractère inadéquat de l'assistance technique offerte (15,3 pour cent), la non-disponibilité d'outils (23,7 pour cent) et le manque de connaissances (11,9 pour cent).

Positionnement

39. La plupart des personnes interrogées ont indiqué avoir une haute opinion du rôle que joue le PAM dans le domaine de l'aide humanitaire, tout en estimant que son rôle s'agissant d'activités davantage orientées vers le développement ne se distinguait pas bien de celui d'autres organismes des Nations Unies. Il semble néanmoins que le PAM ait comblé un vide étant donné que la plupart des communautés témoins recevaient très peu voire pas de soutien en matière de préparation et d'intervention en cas d'urgence ou d'aide alimentaire de la part d'autres organismes des Nations Unies. Le net avantage comparatif dont dispose le PAM dans le domaine des interventions d'urgence et de la préparation aux catastrophes a été particulièrement utile compte tenu de la gamme et de la fréquence des

¹⁶ Rapports normalisés sur les projets du PAM.

catastrophes au Guatemala, auxquelles viennent s'ajouter les effets du changement climatique, qui constituent un nouveau facteur de risque.

Stratégie d'exécution

40. Dans un contexte marqué par la méfiance existant de longue date entre les entités gouvernementales et les communautés locales, le PAM s'est forgé une bonne réputation. En travaillant au niveau municipal avec le maire, l'Office de la femme et l'Office de la planification, les partenaires coopérants du PAM sont parvenus à favoriser le dialogue entre les communautés et les pouvoirs publics. Les efforts déployés récemment par le Gouvernement pour renforcer les capacités des municipalités, notamment pour ce qui a trait à la condition de la femme et à la nutrition, offrent au PAM l'occasion de s'engager davantage au niveau municipal et communautaire.
41. La plupart des personnes interrogées ont fait l'éloge de la capacité d'exécution du PAM et de son aptitude à réagir et à travailler rapidement, bien que les groupes de concertation au niveau des communautés aient signalé des retards importants dans la livraison des produits alimentaires par rapport au calendrier prévu. Il a aussi été indiqué qu'il était difficile de prévoir quelle quantité de vivres allait être disponible et que celle-ci était bien insuffisante par rapport au travail réalisé. Les registres du PAM montrent que les quantités de vivres livrées ont été inférieures aux prévisions pendant quatre des six années à l'examen, et n'ont même représenté que 19 pour cent des volumes prévus au cours d'une année¹⁶. De nombreuses personnes interrogées ont estimé indispensable qu'une assistance technique soit fournie de manière suivie après la construction des avoirs pour garantir le succès. Certains homologues étaient chargés d'assurer l'assistance technique; celle-ci était souvent insuffisante et pâtissait d'un manque de financement.
42. Toute une gamme d'activités VCA a été mise en œuvre dans le cadre d'interventions de courte durée menées sur un vaste territoire géographique. Les interventions relevant de l'IPSR n'ont duré que quelques semaines ou quelques mois; les projets menés au titre du programme de pays auraient dû durer plus longtemps, mais cela n'a pas été possible en raison du manque de fonds et des capacités limitées des partenaires. Selon les registres du PAM, validés par l'équipe d'évaluation, huit types d'avoirs en moyenne ont été construits par chaque communauté dans le cadre du programme de pays, et cinq types dans celui de l'IPSR. La plupart de ces avoirs étaient destinés à favoriser la productivité agricole en général et la stabilisation des terres. Les potagers familiaux et le compostage, qui constituent des pratiques améliorées plutôt que des avoirs tangibles, répondent aux besoins des femmes, qui en ont souvent le contrôle; ces interventions à petite échelle ne contribuent toutefois qu'indirectement à remédier aux risques de catastrophe auxquels les communautés doivent faire face.
43. D'après les orientations récemment compilées par le PAM pour les activités VCA, la réussite de ces activités est intrinsèquement liée à la prise en compte des considérations environnementales. Les personnes interrogées ont fait le lien entre les conditions environnementales et les efforts déployés en faveur de l'adaptation, de la résilience et de la remise en état, et se sont inquiétées de ce que le changement climatique allait aggraver les risques de catastrophe comme les inondations et la sécheresse. Cependant, en dépit d'une approche de la création d'avoirs respectueuse de l'environnement, prévoyant notamment de ne pas recourir à l'agriculture sur brûlis, de protéger diverses espèces d'arbres, et de favoriser le reboisement et le compostage, l'absence d'une approche détaillée concernant les bassins versants a limité l'impact. Les évaluateurs ont aussi constaté que la sensibilisation aux questions environnementales restait faible dans les communautés et chez les partenaires, malgré leur participation aux activités VCA et à la formation connexe.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

44. Comme énoncé dans le modèle logique qui a guidé la présente évaluation, les activités VCA devaient permettre d'atteindre des objectifs à court, moyen et long terme. Les évaluateurs ont constaté que le PAM était venu en aide à environ 90 000 personnes dans des communautés mal desservies: il avait fourni une assistance alimentaire durant les périodes de reconstruction d'après-conflit ou lors de catastrophes naturelles, et construit des avoirs utiles, dont la plupart étaient encore en état de fonctionnement.
45. Malgré des données de suivi limitées, les évaluateurs ont constaté des effets positifs à moyen et à long terme sur la condition biophysique des terres et sur les moyens d'existence, y compris la migration. La sécurité alimentaire ne s'est toutefois pas améliorée de manière significative, et les communautés sont restées très vulnérables face aux risques de catastrophe, malgré une plus grande sensibilisation à la préparation aux catastrophes. Bien que les activités VCA aient été mises en œuvre différemment selon qu'il s'agissait de l'IPSR ou du programme de pays, les deux projets ont permis de construire des avoirs qui visaient à appuyer à moyen et à long terme la sécurité alimentaire, les moyens d'existence et la résilience.
46. L'approche adoptée par le PAM a été caractérisée par un grand nombre de petites interventions destinées principalement à créer des avoirs privés, comme les potagers familiaux et le compostage. Ces avoirs ont été entretenus par les ménages et n'ont pas nécessité de planification ni de suivi coûteux et complexes. S'ils répondaient aux besoins des femmes, ils étaient toutefois de trop petite envergure pour entraîner une amélioration marquée de la sécurité alimentaire ou un changement au niveau des bassins versants.
47. Le changement climatique devrait avoir divers effets qui obligeront les personnes touchées à recourir à des stratégies de survie différentes compte tenu de l'environnement éco-géographique varié du Guatemala. Afin de renforcer l'impact obtenu, la programmation des activités VCA devrait mieux prendre en considération les facteurs environnementaux, et la sélection des avoirs devrait reposer plus explicitement sur une approche fondée sur les bassins versants. Des avoirs communautaires plus importants à l'échelle du paysage auraient probablement eu un effet de transformation plus marqué sur les communautés que les avoirs créés au niveau micro des ménages, mais il faudrait mettre en place des partenariats et des accords solides en matière d'assistance technique et d'entretien des avoirs pour que ces avantages se concrétisent. Se concentrer sur des avoirs moins nombreux mais plus substantiels dans le cadre d'interventions à plus long terme pourrait contribuer à faire en sorte que les capacités techniques et les ressources limitées qui sont disponibles ne soient pas sollicitées à l'excès. Le bureau de pays du PAM a aussi besoin de ressources humaines et techniques adéquates pour pouvoir informer comme il convient les responsables de la planification et de la gestion des projets et les partenaires coopérants.
48. Les interventions VCA ont contribué à améliorer le rôle dévolu aux femmes au sein des familles et, dans une certaine mesure, dans les affaires communautaires, et elles ont très souvent permis de tenir compte de la situation des femmes et de leurs besoins. Toutefois, les objectifs fixés en matière de participation des femmes aux activités et à la gestion n'ont souvent pas été atteints. La coopération avec les services municipaux d'appui à la parité qui sont en train d'être créés donne l'occasion d'améliorer la réalisation des objectifs fixés dans ce domaine.

49. Le bureau de pays du PAM était perçu comme un acteur dynamique et loyal au Guatemala, en particulier par les responsables politiques au niveau national; globalement, les interventions VCA du PAM au Guatemala ont complété les plans et les priorités du Gouvernement. L'environnement institutionnel en place pour ce qui est de la sécurité alimentaire et nutritionnelle est dynamique compte tenu de l'évolution du climat politique et économique sur la scène nationale et internationale. Le bureau de pays a travaillé de manière fructueuse avec diverses organisations gouvernementales et non gouvernementales nationales et des institutions internationales, mais la viabilité à long terme des interventions VCA est davantage fonction de la capacité des acteurs nationaux. Il serait utile d'établir des accords de partenariat VCA plus contraignants et prévoyant des responsabilités mutuelles pour les activités VCA.
50. Le Guatemala étant un pays à revenu intermédiaire, les donateurs traditionnels sont réticents à allouer des ressources pour des programmes de développement à long terme. Ils restent cependant disposés à financer l'aide humanitaire. La capacité du bureau de pays du PAM d'acheminer les secours humanitaires rapidement et de manière professionnelle en cas de situation d'urgence est reconnue par tous. Il pourrait tirer parti de sa réputation pour recadrer ses activités VCA sur la réduction des risques de catastrophe et les interventions en cas de crise, en aidant les communautés à construire des avoirs qui favorisent la sécurité alimentaire lorsque surviennent des catastrophes naturelles récurrentes (inondations, sécheresse saisonnière, glissements de terrain et gel), et en liant ces activités plus directement aux capacités d'intervention en cas de catastrophe au niveau local, municipal et national. Ce recadrage permettrait aussi d'harmoniser davantage les activités avec la politique et les orientations actuelles du PAM en la matière.

Recommandations

51. **Recommandation 1: En tirant parti de son expérience et de sa réputation, le bureau de pays devrait recadrer la programmation des activités VCA pour l'axer sur la réduction des risques de catastrophe et les interventions en cas de crise.** Il lui faudra pour cela élaborer une stratégie et un plan d'action pour ses activités VCA, puis décider des priorités, et concevoir et aligner ces activités compte tenu des différentes situations en vigueur au Guatemala sur le plan de l'environnement, des risques et de la vulnérabilité. Il faudrait prévoir des plans spécifiques visant à renforcer la capacité de réduction des risques de catastrophe et d'intervention en cas de crise, qui soient adaptés au niveau communautaire, municipal et national; à établir des partenariats efficaces pour garantir la disponibilité des compétences techniques voulues; et à renforcer les capacités du personnel pour permettre au PAM de jouer un rôle de chef de file auprès du Gouvernement national et des institutions internationales.
52. **Recommandation 2: Afin d'améliorer l'efficacité des interventions VCA et d'en renforcer l'impact et la viabilité, le bureau de pays devrait concentrer ses efforts sur des interventions moins nombreuses, plus importantes et à plus long terme dans un nombre plus restreint de communautés, et adopter des critères précis pour le ciblage des communautés risquant d'être exposées à l'insécurité alimentaire et aux catastrophes.** Les types d'avoirs retenus devraient: i) être susceptibles de contribuer à prévenir les dommages et à maintenir la sécurité alimentaire quand une catastrophe se produit; ii) être sélectionnés en fonction des conditions propres à chacune des zones; et iii) assurer un équilibre entre les avantages à court, moyen et long terme.

53. **Recommandation 3:** Le bureau de pays devrait élaborer une vision et un cadre élargis pour les questions relatives à la problématique hommes-femmes dans le cadre des activités VCA, en mettant l'accent sur les besoins alimentaires et nutritionnels des ménages pendant et après les situations d'urgence et en tenant compte des besoins, des intérêts et du rôle des femmes dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Une analyse rigoureuse devrait être réalisée pour répertorier les obstacles à l'autonomisation des femmes et déterminer comment associer les hommes à l'élimination desdits obstacles. Les femmes devraient pleinement participer à la prise de décisions concernant les activités VCA, afin de profiter de l'autonomisation découlant de cet engagement.
54. **Recommandation 4:** Le bureau de pays devrait établir des partenariats à plus long terme et plus solides au niveau national, municipal et communautaire afin de veiller à ce que les avoirs soient bien conçus et construits conformément aux normes techniques appropriées, et à ce que l'entretien soit adéquat pour permettre la viabilité à long terme de ses interventions VCA. Le bureau de pays devrait mettre en œuvre une stratégie pour transférer aux partenaires gouvernementaux les connaissances concernant les interventions VCA couronnées de succès, en insistant sur la viabilité au niveau national, municipal et communautaire. Il devrait aussi concevoir une stratégie de coopération claire au niveau municipal, précisant les mesures à prendre. Il faudrait élaborer des protocoles de coopération qui précisent les conditions et les responsabilités en matière de livraison des vivres, la répartition du travail pour ce qui est de l'assistance technique, et la participation des municipalités au contrôle, à l'entretien et au suivi au niveau communautaire.
55. **Recommandation 5:** Le bureau de pays devrait élaborer et mettre en œuvre un système solide de suivi et d'évaluation systématiques des activités VCA afin de mesurer les effets biophysiques et socio-économiques escomptés et de fournir des données adéquates au niveau communautaire et municipal pour faciliter la prise en main des activités par les acteurs locaux et leur pérennisation.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
VCA	Vivres pour la création d'avoins